



La Turquie regarde du côté d'Afrin, quelle est la position de Damas ?

Elijah J. Magnier

13 janvier, 2018

Notes d'analyse

Depuis plus de six mois, la Turquie brandit sa bannière de guerre devant la ville kurde syrienne d'Afrin, ville située au nord-ouest de la Syrie, en ayant déployé jusqu'ici plus de 15 000 hommes et leur équipement : pièces d'artillerie, logistique, assistance médicale, munitions. Ces préparatifs de guerre sont dirigés apparemment contre les Unités de protection du peuple kurde (Yekîneyên Parastina Gel – YPG), la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'ennemi juré de la Turquie. Mais quelles sont les positions de la Russie et du gouvernement de Damas à l'égard des plans belliqueux de la Turquie ?

Il va sans dire que Damas se trouve dans une position délicate, tant à l'égard des Kurdes que des Turcs. Il est clair que le gouvernement syrien considère que les Kurdes représentent une menace majeure, en raison du soutien que les forces américaines accordent à la milice kurde syrienne (YPG) au nord-est du pays, en s'en servant pour déloger le groupe armé « *État islamique* » (Daech) et poursuivre les intérêts et les objectifs de Washington au Levant.

Le président syrien Bachar al-Assad considère aussi la Turquie comme une autre force d'occupation au nord de la Syrie. Il voudrait libérer l'ensemble du territoire syrien, ce qui n'est pas le cas de la Russie, qui préférerait mettre fin à la guerre le plus tôt possible et entreprendre les travaux à la table de négociations.

N'empêche que l'intervention turque au nord de la Syrie a sauvé le pays d'une partition qui semblait être inévitable, lorsque les Kurdes ont foncé vers Afrin à partir d'Hassaké avec l'intention de former un nouvel État kurde le long de la frontière turco-syrienne, avec l'appui des USA. Les Américains voulaient établir une grande base militaire stable, il existe plus de dix bases militaires temporaires à Hassaké, dans un environnement non hostile où se trouvent une population soumise et un groupe armé, les YPG. En fait, l'intervention turque était devenue une nécessité pour Ankara et pour la sécurité nationale de la Turquie qui rejette catégoriquement l'existence d'un État kurde à sa frontière, car cela jetterait de l'huile sur le feu du désir d'indépendance parmi les 16 millions de Kurdes vivant en Turquie. Ainsi, les intérêts de Damas et d'Ankara convergeaient sur un même objectif : empêcher la création d'une enclave kurde sous la gouverne des USA en territoire syrien.

Damas est cependant conscient qu'Ankara cherche non seulement à stopper la création d'un nouvel « *État* » kurde à sa frontière, mais qu'il voit beaucoup plus grand en ce qui concerne la Syrie, et ce, depuis le début de la guerre. Quand la Turquie n'est pas parvenue à mettre ses militants idéologiquement religieux à la tête du gouvernement à Damas, ses yeux se sont tournés vers Alep, la ville industrielle de la Syrie. C'est là qu'ont convergé tous les militants syriens favorables à la Turquie à la fin de la première année de guerre, où ils ont démantelé des usines géantes pour ensuite les passer en douce en Turquie, où elles ont été reconstruites. C'est effectivement en 2012, soit un an après le début du soulèvement, que les militants syriens pro-Turcs des régions rurales d'Alep et d'Idlib se sont dirigés vers la capitale industrielle et qu'ils l'ont entraînée dans la guerre.

N'étant pas en mesure de s'engager sur différents fronts simultanément, l'armée de Damas a été obligée de reprendre les villes par ordre de priorité, ce qui l'a amenée à s'en prendre à son ennemi le plus dangereux pendant les premières années de guerre. Bachar al-Assad voulait d'abord reprendre toutes les villes importantes, sécuriser la capitale et marcher vers Alep. Lorsque l'armée syrienne et ses alliés ont libéré la ville industrielle d'Alep, le rêve turc s'est écroulé, du moins partiellement, car la perte d'Alep a été compensée par l'occupation de plusieurs autres villes du nord de la Syrie, qui sont toujours sous le contrôle direct ou l'influence des Turcs.

La Turquie s'est plainte des intentions des USA en Syrie et de leur soutien à leurs mandataires kurdes, les ennemis d'Ankara. Le secrétaire à la Défense des USA, James Mattis, a été très clair : la coopération entre les USA et les Kurdes n'était pas une question de choix, mais de nécessité imposée par les circonstances et l'obligation de lutter contre Daech. Quant aux Kurdes, ils semblaient contents d'être utilisés par les USA tout en étant conscients qu'ils seront laissés à eux-mêmes plus tard. Il serait très étonnant que les USA soutiennent les Kurdes au détriment de leur alliance stratégique avec la Turquie, surtout que la Russie n'est pas loin et ne demande pas mieux que de priver Washington de son allié turc dès le premier faux pas.

Notes de synthèse sur la conférence internationale sur le conflit syrien, organisée par le Centre de la Paix de Damas, Syrie, le 13 janvier 2018.

Il n'en demeure pas moins que la présence turque et son expansion au nord de la Syrie inquiète énormément Damas. Si ce n'était de la Turquie, les USA auraient sans doute saisi un gros morceau de la Syrie. Sauf qu'en occupant le territoire syrien : al-Bab, Jarablous, Azaz et Dabik, Ankara transforme le nord du pays en enclave turque, en imposant un gouverneur, la langue turque et une grande base militaire.

Pour Damas, le danger le plus grand et le plus important provient davantage des USA que de la Turquie. Les Américains ont permis aux Kurdes de contrôler 39 500 km² soit 23 % du territoire syrien ainsi que de grandes réserves de pétrole et de gaz. De plus, les forces américaines protègent ce qui reste des combattants de Daech. Ils ont permis à des milliers de terroristes de partir en passant par la Turquie ou de rester à l'est de l'Euphrate et les USA empêchent l'armée syrienne, ses alliés et la Russie de traverser le fleuve pour éliminer Daech, qui demeurent ainsi une menace directe à la Syrie et à ses alliés, surtout lorsque viendra le moment de libérer les hauteurs du Golan et d'attaquer Israël, le principal allié des USA.

Bachar al-Assad est en proie à un dilemme, bien que sa position soit très claire : tout le territoire syrien doit être libéré. Reste à savoir quoi faire avec deux occupants puissants. Il est sûrement prêt à livrer bataille, surtout depuis qu'il a pris le dessus et que l'armée syrienne prend de l'expansion très rapidement. La Russie ne souhaite plus poursuivre la guerre, mais elle est disposée à éliminer al-Qaeda et ses alliés autour d'Idlib, l'administration de la ville même ayant été confiée à la Turquie à la suite d'un accord de désescalade conclu à Sotchi. Bachar al-Assad croit aussi que les forces de la résistance syrienne, créées sur le modèle du Hezbollah libanais, sont suffisantes et qu'elles possèdent la formation militaire et la volonté qu'il faut pour se lancer dans une insurrection contre les forces d'occupation au moment voulu.

Selon Bachar al-Assad, et un contact faisant partie de son cercle restreint, la Syrie peut libérer le nord-est de la Syrie, même s'il faut y consacrer de nombreuses années. Le Président syrien a observé ce que la résistance du Hezbollah a permis d'obtenir après l'invasion israélienne de 1982 et comment, en l'an 2000, Israël s'est retiré unilatéralement et sans condition de la plupart des territoires qu'il occupait au sud du Liban. De plus, Bachar al-Assad croit qu'Ankara s'est gardé d'écraser Daech et que ce n'est qu'en vertu d'un accord commun qu'il a été possible de sécuriser le retrait des militants. Selon lui, les forces armées syriennes, et pas seulement l'armée régulière, comptent dans leurs rangs des milliers de ressortissants syriens possédant suffisamment de formation (après six ans de guerre) pour transformer le nord de la Syrie en enfer sur terre pour les deux forces d'occupation. Enfin, tant qu'ils se cacheront sous les jupons des USA, les Kurdes d'Hassaké seront perçus comme des traîtres par Damas.

Bachar al-Assad sait que des Kurdes soutiennent le gouvernement syrien à Alep, Afrin et même Hassaké. L'armée syrienne maintient encore, avec ses alliés, une présence militaire substantielle dans la province kurde, pas très loin des forces américaines.

Pour l'instant, la priorité de Bachar al-Assad est d'établir un vaste périmètre de sécurité autour de Damas et le long de la route principale entre Alep, Hama et Homs. La résistance nationale syrienne pourra se manifester une fois que le pays se sera relevé, ce qui prendra du temps, et commencera à réparer les dommages causés par la guerre, dont les coûts sont estimés à plus de 300 milliards de dollars.

Bachar al-Assad ne peut qu'appeler les forces turques et américaines à se retirer, réaffirmant ainsi la position officielle syrienne. Il peut cantonner al-Qaeda à l'intérieur d'Idlib et lui couper l'herbe sous le pied au nord du pays en permettant à la Turquie d'essayer de prendre le contrôle de la ville et qui pourrait créer, ce qu'espère Damas, un conflit interne entre les djihadistes et avec les groupes syriens favorables à la Turquie.

La Russie maintient une présence à Afrin et n'a pas l'intention de laisser la Turquie occuper la ville et se retirer. Elle veut éviter d'autres changements démographiques et mettre fin à la guerre, en privilégiant une négociation politique englobant toutes les parties. Moscou ne veut pas soutenir les forces au sud de la Syrie, ni sur l'autre rive de l'Euphrate (sous contrôle des USA), mais est bien disposée à nettoyer la zone entourant Idlib.

L'après-guerre, même si certains fronts sont encore actifs, pourrait être bien plus difficile que la guerre en soi. De nombreux intérêts se chevauchent et deux pays puissants, la Turquie et l'Iran, ont des forces armées en Syrie, ainsi que deux superpuissances, la Russie et les USA. Il faudra naviguer entre les intérêts de chacun de ces pays, en tenant compte de ceux de « l'axe de la résistance » ainsi que des craintes israéliennes. Se lancer dans des négociations de paix, unir des groupes rebelles qui étaient divisés pendant toutes les années de guerre, reconstruire un pays et son infrastructure en ruines, et parvenir à une réconciliation entre Syriens : tout autant de tâches quasi-impossibles qui attendent le gouvernement syrien en cette année 2018.

f

Downloaded from:

http://iveris.eu/list/notes_danalyse/304-la_turquie_regarde_du_cote_dafrin_quelle_est_la_position_de_damas__